MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

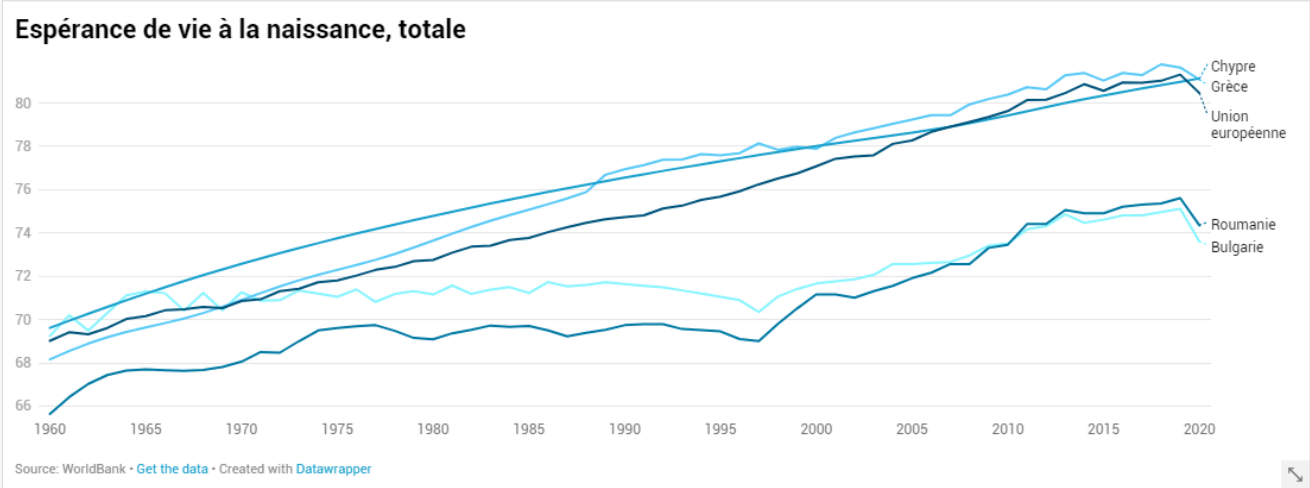
Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ATHENES

N° 9 – Edition du 1 décembre 2022

Le graphique de la semaine :



Bulgarie

Macroéconomie et finances

Augmentation annuelle de 6,9 % de la dette extérieure brute fin septembre 2022. Selon les données préliminaires de la Banque nationale de Bulgarie, la dette extérieure brute s'est élevée à 43,95 Mds EUR (55,6 % du PIB) à la fin du mois de septembre 2022, soit une hausse de 6,9 % en g.a. La dette à long terme a augmenté de 1,8 % en g.a. pour atteindre 35,42 Mds EUR et celle à court terme s'est accrue de 34,6 % en g.a. à 8,53 Mds EUR. La dette du secteur public s'est élevée à 12,48 Mds EUR, en hausse de 0,1 % en g.a., et la dette du secteur privé a atteint 31,47 Mds EUR, soit une augmentation annuelle de 9,8 %.

Maintien de la notation à « BBB/A-2 » avec une perspective stable par Standard & Poor's. L'agence Standard & Poor's a annoncé, le 25 novembre, le maintien de sa notation du pays à « BBB » à long terme, avec une perspective stable, et à « A-2 » à court terme. D'une part, l'agence souligne la faible croissance

attendue en 2023 (0,8 %) et l'instabilité politique dans le pays liée aux difficultés de former un gouvernement après les élections législatives anticipées du 2 octobre 2022. D'autre part, la dette publique nette est inférieure à 20 % et les charges d'intérêts demeurent basses. Selon S&P, la Bulgarie dispose d'une marge de manœuvre et ses finances publiques sont moins sensibles à la hausse rapide des taux d'intérêt à l'échelle mondiale. Le pays connaît actuellement une forte inflation (indice des prix à la consommation harmonisée de 14,8 % en g.a. en octobre 2022), ce qui pourrait constituer un défi pour son adhésion à la zone euro en 2024.

Enjeux sectoriels et thématiques

Augmentation de 60,4 % du bénéfice net du secteur des énergies renouvelables. D'après une étude couvrant 1 869 entreprises locales travaillant dans le secteur des énergies renouvelables, le bénéfice net du secteur des ENR a augmenté de 60,4 % en g. a. en 2021, à 284,5 M EUR, ceci s'expliquant par la demande croissante et la hausse des prix de l'électricité. Les recettes du secteur ont atteint 1,5 Md EUR en 2021, +41 % en g.a., et le nombre de salariés a progressé de 3,1 % en g. a., à 5 058. Les sociétés nouvellement créées ont été de 153 en 2021 contre 172 en 2020. D'après l'étude, la France est parmi les 10 premiers investisseurs étrangers dans les ENR, les deux premiers investisseurs étant l'Allemagne et l'Italie. Par ailleurs, le ministre bulgare de l'Energie, Rossen Hristov, a visité le 28 novembre, l'entreprise turque Smart Solar Technologies dans l'objectif d'attirer des investissements dans la production d'énergie verte.

Deux lettres de mise en demeure adressées à la Bulgarie concernant la sécurité routière. La Commission européenne a adressé le 29 novembre deux lettres de mise en demeure à la Bulgarie concernant la sécurité routière car le pays n'a pas communiqué dans le délai requis les mesures nationales transposant intégralement les directives (UE) 2021/1716 (actualise les aspects techniques des contrôles routiers et élargit le champ des catégories de véhicules soumis aux contrôles routiers) et (UE) 2021/1717 (modifiant les aspects pratiques du contrôle technique périodique des véhicules à moteur et leurs remorques).

Amendes pour 1,26 M BGN imposées à 6 entreprises du secteur de l'énergie. La Commission pour la régulation de l'énergie et de l'eau a infligé le 29 novembre des amendes pour un total de 1,26 M BGN (soit 643 205 EUR) à six entreprises énergétiques : la Compagnie nationale d'électricité (fournisseur national d'électricité), Interprom, Energy MT, Most Energy, Grand Energy Distribution et Interelectric pour un non-respect du Règlement (UE) 1227/2011 concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie. D'après le régulateur bulgare, les 5 sociétés ont réalisé, au premier semestre 2019, des transactions commerciales constituant des manipulations de marché au sens de l'art. 5 du règlement 1227/2011.

Protocole de coopération avec l'Organisation maritime internationale relatif à un audit en 2023. Le Conseil des ministres a approuvé un protocole de coopération avec l'Organisation maritime internationale relatif à la participation de la Bulgarie au Programme d'audit des Etats-membres de l'OMI. L'audit de la Bulgarie, visant à garantir la mise en œuvre efficace des instruments de l'OMI, est programmé pour mai 2023.

Chypre

Macroéconomie et finances

Dans son rapport post-programme de surveillance, la Commission Européenne souligne les bonnes performances récentes de l'économie chypriote. Celle-ci a enregistré une croissance annuelle de +6,3% au cours du S1, portée par la demande interne et le rebond du secteur touristique. La consommation privée a été soutenue par une dynamique de l'emploi toujours favorable (le taux de chômage est passé de 7,5% à 7,2% en un an) et la mobilisation de l'épargne accumulée durant la pandémie. La contribution de l'investissement a également été positive grâce à l'établissement de plus de 1100 entreprises étrangères sur l'île. La croissance de l'économie est ainsi attendue à +5,6% en 2022 mais devrait ralentir fortement, à +1,% en 2023, du fait de l'érosion du pouvoir d'achat (inflation à +8% en 2022 et +4,2% en 2023) et de la dégradation de l'environnement macroéconomique en Europe. Sur le plan fiscal, la hausse des recettes, conjuguée à la timidité des mesures mises en place face à la crise énergétique (estimée à 0,7 point de PIB), viendra gonfler l'excédent public, attendu à +1,1% cette année et en 2023. En conséquence, le ratio de dette publique devrait tomber à 89,9% en 2022, contre 101,0% en 2021. Le système bancaire devrait enfin bénéficier de la remontée des taux d'intérêt grâce aux excédents de liquidité détenus auprès de la BCE et la prédominance des prêts à taux variables. La fin du moratoire sur les recouvrements d'actifs collatéralisés demeure le principal défi pour continuer à réduire leur portefeuille de créances douteuses (ratio de 11% en juin 2022).

Dans son dernier rapport de suivi, le comité Moneyval du Conseil de l'Europe souligne les progrès réalisés par Chypre dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Bien que des lacunes subsistent dans la mise en œuvre de certaines mesures, le rapport souligne le renforcement du cadre de surveillance des organisations à but non lucratif et des fournisseurs de services d'actifs virtuels (VASP). Les autorités chargées des enquêtes et de la répression ont également vu leurs prérogatives renforcées. En conséquence, Chypre présente toujours un seuil de conformité satisfaisant (i.e. jugé « conforme » ou largement « conforme ») pour 36 des 40 recommandations du GAFI. Les exigences imparfaitement respectées concernent la surveillance des organismes à but non lucratif, l'identification des clients étrangers dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux, les moyens judiciaires alloués au traçage des communications suspectes ainsi que l'évaluation des risques liés aux actifs financiers virtuels (cryptomonnaies par exemple).

Les comptes publics chypriotes affichent un excédent de 556,4 M€ sur les dix premiers mois de l'année 2022, soit un solde +2,1% du PIB. Cette trajectoire marque une forte amélioration par rapport à la période janvier-octobre 2021, où le déficit avait atteint -329,5 M€ (-1,4% du PIB). Les recettes publiques ont crû de +13,6% pour atteindre 8,79 Mds€, tandis que les dépenses progressent légèrement sur la période (+2,1% à 8,06 Mds€). La hausse des prestations sociales (+8,6% à 3,30 Mds€) s'est notamment substituée aux subventions directes liées à la pandémie.

Enjeux sectoriels et thématiques

Tourisme : Les recettes liées au tourisme ont atteint 348,3 M€ en septembre 2022, marquant une forte progression (+29,9%) sur un an. Sur les neuf premiers mois de l'année, les recettes touristiques

s'établissent à 1,96 Md€, contre 1,04 Md€ en janvier-septembre 2021. Les recettes touristiques se situent à 88% de leur niveau prépandémique (2,23 Mds€).

Shipping : Chypre, au même titre que la Grèce et Malte, s'opposerait en l'état à la mise en place d'un plafonnement des prix pétroliers par le G7. Discutée depuis plusieurs mois, cette mesure vise, en complément des sanctions européennes effectives à compter du 5 décembre, l'interdiction des services liés au transport de pétrole brut russe, à moins que celui-ci ne soit vendu à un prix inférieur à celui fixé par le G7 et ses alliés. L'interdiction affectera ainsi les compagnies de navigation, d'assurance et de réassurance, très présentes à Chypre, en Grèce ou encore à Malte. Ces trois pays s'opposent en l'état à cette mesure, réclamant un mécanisme de compensation pour la perte d'activité à venir ainsi que pour couvrir le risque de déplacement des pétroliers battant pavillon national vers des pavillons « de complaisance » (Libéria, Panama). Des clarifications sur les sanctions prévues en cas de non-conformité des entreprises fournisseuses de services maritimes sont également attendues. Les discussions butent également sur la fixation du plafond, le prix proposé au niveau G7 (entre 65 et 70 USD) étant jugé trop élevé par certains pays comme la Pologne, qui souhaite limiter davantage l'écart avec le coût de production du baril russe (environ 20 USD).

Secteur bancaire : Hellenic Bank enregistre des profits en hausse, à hauteur de 76,4 M€ au cours des trois premiers semestres 2022 (contre 21 M€ en 2021). Cette amélioration provient essentiellement d'une hausse des revenus (+9% à 290,4 M€) associée à une réduction des provisions sur actifs. La banque a également œuvré à l'amélioration de la qualité de ses actifs, via la vente d'un portefeuille de 700 M€ de prêts non-performants (projet Starlight), qui a permis de faire tomber le ratio de NPEs à 10,2%. Hellenic Bank affiche en outre des ratios de capitalisation (19,1% pour le CET1) et de liquidité (470%) largement satisfaisants. Les perspectives d'activité de la banque demeurent enfin favorable, cette dernière disposant d'un excédent de liquidité à hauteur de 5,2 Mds€ auprès de la BCE, qui tirera les revenus à la hausse dans un contexte de remontée des taux d'intérêt. L'accord trouvé pour le départ volontaire de 450 employés (moyennant une indemnité de 200k€ par tête pour un coût total compris entre 80 et 100 M€) devrait enfin permettre une rationalisation des coûts de fonctionnement à moyen terme, suivant le plan stratégique 2022-2024.

Grèce

Macroéconomie et finances

Evaluation préliminaire positive de la Commission européenne concernant la deuxième demande de paiement, d'un montant de 3,56Mds€ (dont 1,72Md€ de subventions et 1,85Md€ de prêts), au titre de la FRR pour la réalisation de 28 jalons et cibles qui accompagnaient la demande grecque présentée fin septembre. Le versement de cette deuxième tranche devrait intervenir début de 2023, portant le montant total des fonds absorbés par la Grèce depuis 2021 à 11,1 Mds€, soit à 37 % du montant total des 30,16 Mds€ allouées au pays. Cela fait suite au versement de l'avance de 4 Mds€ en août 2021 et de la première tranche de 3,56 Mds€ versés en avril dernier.

L'inflation ralentit à 9% sur un an en novembre, selon l'estimation provisoire d'Eurostat, contre 9,5% en octobre et 12,1% en septembre. Le taux d'inflation annuel de la zone euro recule à 10% en novembre, contre 10,6% en octobre, soit la première baisse depuis juin 2021 grâce une accalmie sur les tarifs de l'énergie. En Grèce, la tendance à la hausse des prix de l'alimentation s'est poursuivie (+12,8% en novembre, contre +12,3% en octobre), tandis que les prix de l'énergie ont ralenti leur progression (+12,3 % contre 20,7 % le mois précédent). Un ralentissement est aussi dans les services (+5,8% contre 6,5% en octobre).

Enjeux sectoriels et thématiques

Le producteur d'aluminium et de cuivre ElvalHalcor, basé à Reece, envisage de passer du gaz à un autre carburant, tel que le gaz de pétrole liquéfié (GPL), pour aider à réduire sa facture énergétique dans des industries très énergivores. En outre, certains industriels craignent un rationnement si les réserves de gaz s'avèrent insuffisantes au cours de l'hiver. ElvalHalcor possède des usines en Grèce, en Bulgarie, en Turquie et aux Pays-Bas, et exporte la grande majorité de sa production. Un tel changement pourrait prendre six mois, en fonction de la disponibilité des pièces et du temps dont l'entreprise aura besoin pour les installer, selon le directeur financier de l'entreprise.

Accord entre le gouvernement et les armateurs grecs pour une hausse de la contribution volontaire du secteur, qui passera de 40 à 60 M€ par an. Les deux parties, représentées respectivement par le Premier Ministre Kyriakos Mitsotakis et la présidente de l'Union des armateurs grecs (UGS) Melina Travlou, ont conclu la signature d'un acte additionnel au protocole d'accord signé en février 2019.

Signature d'un protocole de coopération (MoC) entre Elevate Greece et Microsoft pour le soutien aux entreprises grecques du numérique. Annoncé par le ministre délégué à la Recherche et à la Technologie, Christos Dimas, cet accord prévoit la mobilisation de l'entreprise américaine pour fournir des outils, programmes de formation et autres solutions aux start-ups grecques, afin d'accroître leur compétitivité et faciliter leur extraversion.

La Banque Européenne d'Investissement annonce un financemement de 119 M€ pour la modernisation et l'expansion de 6 centres de recherche dans les domaines de la technologie et l'innovation. Sous la forme d'un prêt sur 25 ans, ce programme financera l'amélioration des infrastructures et devrait permettre la création de plus de 700 emplois à temps plein, dont 525 à haut degré de qualification.

Cette enveloppe permettra de couvrir 50% de l'investissement, le résidu étant puisé dans les fonds du plan de relance et de résilience. La BEI et la Commission Européenne ont également dévoilé lors d'un évènement à Athènes les contours du programme InvestEU. S'appuyant sur 26 Mds€ de garanties communautaires, ce dernier prévoit la mobilisation d'acteurs publics et privés pour un total de 372 Mds€ d'investissement dans l'UE à partir de 2023. InvestEU couvrira les investissements dans les infrastructures durables, la recherche, l'innovation et la numérisation, le capital humain et le soutien aux PMEs.

Le Ministère des Infrastructures et des Transports a annoncé le lancement fin décembre de trois appels d'offres financés par le PNRR, pour la réalisation de travaux d'amélioration foncière, d'approvisionnement en eau et de protection contre les inondations.

1) Approvisionnement en eau des zones des unités régionales d'Arta, Preveza, Aitoloakarnania et Lefkada : construction d'un nouveau réseau de transport d'eau potable en remplacement de l'aqueduc actuel budget : 140M€. Date limite de réception des dossiers : 29 décembre. Ouverture des offres : 10 janvier 2023. Durée du projet : 40 mois à compter de la signature du contrat.
1. Amélioration foncière et travaux d'irrigation de la région Amvrakia-Amfilochia-Valtos : Budget : 64,5M€. Date limite de réception des dossiers : 29 décembre. Ouverture des plis : 30 décembre. Durée du projet : 36 mois à compter de la signature du contrat.
2. Dispositifs de protection contre les inondations dans la région de Loutraki : Budget : 23 M€. Date limite de réception des dossiers : 28 décembre. Ouverture des plis : 29 décembre. Durée du projet : 30 mois à compter de la signature du contrat.

Roumanie

Macroéconomie et finances

Une croissance économique de près de 800% entre 2000 et 2022. Selon une étude réalisée par Amazing Maps, c'est la Roumanie qui enregistre la croissance économique la plus élevée de l'Union Européenne durant cette période. Il est toutefois important de noter que la Roumanie a débuté à partir d'une base très faible et qu'elle avait (et a toujours) un certain retard à rattraper, étant donné que son PIB en 2000 n'était que de 37,28 milliards de dollars. En 2022, il devrait atteindre 286,51 milliards de dollars, selon les données de Statista. La Roumanie est ainsi passée d'un PIB/habitant de 1 669,98 $ en 2000 à un PIB/habitant de 14 825,21 $ en 2022, avec un taux de convergence en parité de pouvoir d'achat de 73% de la moyenne européenne.

Revenus en hausse de 23 %, dépenses en hausse de 19 % et déficit budgétaire en légère diminution. L'exécution du budget général consolidé sur les dix premiers mois de 2022 s'est soldée par un déficit de 47,12 milliards de lei, en baisse par rapport au déficit de 47,98 milliards de lei enregistré sur la même période de 2021. Sur les dix premiers mois de l'année 2022, le déficit budgétaire passe ainsi de 4,06% du PIB à 3,37% du PIB. Les recettes du budget général consolidé ont atteint 378,80 milliards de lei au cours des dix premiers mois de 2022, soit 22,7 % de plus que les recettes de la même période en 2021. Cela s'explique par la progression des recettes de TVA, des recettes non fiscales, des recettes supplémentaires de l'énergie (autres taxes sur les biens et services), des cotisations d'assurance, des fonds européens et de l'impôt sur les sociétés.

Enjeux sectoriels et thématiques

L'aéroport de Iasi a été sélectionné pour deux projets européens de modernisation d'un montant de 19,7 millions de lei. Le premier projet a une valeur d'environ 9,7 millions de lei et concerne plusieurs achats de machines et d'équipements nécessaires pour accroître la sécurité de l'aéroport. Le second projet, d'un montant de 10 millions de lei, prévoit l'achat d'équipements vidéo pour assurer la protection du périmètre de l'aéroport. Les deux projets doivent être achevés d'ici la fin de 2023. L'aéroport international de Iasi occupe la troisième place dans le classement des plus grands aéroports du pays mesuré en nombre de passagers au cours des six premiers mois de cette année.

Licences 5G : Orange, Vodafone et DIGI vont payer 433 millions d'euros. Orange effectuera le paiement le plus important, 265 millions d'euros, suivi de Vodafone (123 millions d'euros) et de DIGI Communications (RCS&RDS, 46 millions d'euros). Les licences mises à disposition dans le cadre de la vente aux enchères sont valables pour 22 à 25 ans. Orange continue d'étendre son réseau local en ajoutant Suceava, une grande ville du nord-est de la Roumanie. Depuis le 22 novembre, les habitants, les pouvoirs publics et les entreprises de Suceava ont accès aux services et technologies que le réseau Orange propose grâce à la technologie 5G.

Plafonnement des prix de l'énergie et du gaz à partir du 1er janvier 2023 et jusqu'au 31 mars 2025. Le Parlement a adopté les nouveaux plafonds de prix pour l'énergie. Ainsi, il y aura trois tranches de prix pour les foyers : jusqu'à 100 kilowatts, le tarif sera de 0,68 euros, entre 100 et 300 kilowatts, les

premiers 255 kilowatts sont à 0,80 euros, les suivants, jusqu'à 300 kilowatts seront à 1,3 lei. Pour les autres catégories de consommateurs, le prix maximum est fixé à 1 leu/kWh, TVA comprise pour 85% de la consommation mensuelle, le reste étant facturé au prix maximum de 1,3 lei kWh, TVA comprise. Les producteurs de gaz ont l'obligation de vendre aux distributeurs et aux producteurs d'électricité les quantités nécessaires au **prix unique de 150 lei le MWh**. En parallèle, une autre ordonnance d'urgence en cours de validation oblige les producteurs d'électricité à vendre les quantités encore disponibles pour 2023 à 450 lei/MWh et à passer des contrats avec les distributeurs et gros consommateurs à ces conditions tarifaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : **Service économique régional d'Athènes**
Rédacteurs : **SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia**

Pour s'abonner :
Crédits photo : ©